



ARRETE REGLEMENTAIRE N°AR202300032

ARRÊTÉ RÉGLEMENTANT L'ENTRETIEN DES TROTTOIRS ET DES CANIVEAUX.

VU le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2122-28, L.2452-3 et L.2542-4

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L1311-1, L1311-2, L1312-1 et L1312-2

VU le Code pénal, et notamment l'article R610-5

VU le règlement sanitaire départemental de l'Isère et notamment l'article 99,

VU la loi n° 2014-110 du 06 février 2014 visant à mieux encadrer l'usage de produits phytosanitaires sur le territoire national,

VU le règlement 2018 du service public de collecte des déchets ménagers et assimilés de Vienne – Condrieu – Agglomération et notamment son article 3.4,

VU les pouvoirs de police du Maire qui lui sont conférés par les Lois et Règlements en vigueur,

CONSIDERANT que les voies et espaces publics doivent être entretenus pour maintenir la commune dans un état constant de propreté, d'hygiène et de sécurité. Que les branches et racines des arbres et haies plantés en bordure des voies communales, risquent de compromettre, lorsqu'elles avancent dans l'emprise des voies, aussi bien la commodité que la sécurité de la circulation. Que les mesures prises par les autorités ne peuvent donner des résultats satisfaisants que si les habitants remplissent les obligations qui leur sont imposées dans l'intérêt général.

Sur proposition de Monsieur le Maire de Seyssuel et afin d'assurer la sécurité publique,

ARRETE

Article 1

Le présent arrêté est applicable sur l'ensemble du territoire de la commune de Seyssuel.

Article 2

Ces règles sont applicables, au droit de la façade ou clôture des riverains, pour les trottoirs, sur toute leur largeur, ou s'il n'existe pas de trottoir, à un espace de 1,40 m de largeur à partir du mur de la façade, de la clôture, ou de la limite de la parcelle.

En toute saison, les propriétaires ou locataires sont tenus de balayer les feuilles, fleurs, fruits provenant d'arbres à proximité plus ou moins immédiate, sur les trottoirs ou banquettes, jusqu'au caniveau, en veillant à ne pas obstruer les regards d'eaux pluviales et à les dégager autant que possible.

Le désherbage doit être réalisé par arrachage ou binage ; le recours à des produits phytosanitaires est strictement interdit.

Dans le but d'embellir la commune, les habitants sont autorisés à fleurir ou végétaliser leur pied de mur.

Dans les temps de neige ou gelée, les propriétaires ou locataires sont tenus de déblayer (par raclage et balayage) la neige par leurs propres moyens et d'assurer un cheminement sur

devant leurs maisons, sur les trottoirs ou banquettes devant leurs habitations.

En cas de verglas, les propriétaires ou locataires doivent jeter du sable, du sel ou de la sciure de bois devant leurs habitations ;

Les riverains des voies publiques ne doivent pas gêner le passage sur trottoir des piétons, des poussettes et des personnes à mobilité réduite. Ils doivent veiller à respecter, lorsque la largeur du Trottoir existant le permet, une largeur minimale de cheminement accessible de 1,40 m, telle que préconisée par les textes en vigueur.

Les bacs à ordures ménagères doivent être placés le plus tard possible la veille du ramassage et être rentrés le plus tôt possible après le ramassage.

Article 3

Les haies doivent être taillées à l'aplomb du domaine public et leur hauteur doit être limitée à 1,5 m, voire moins là où le désengagement de la visibilité est indispensable, à savoir à l'approche d'un carrefour ou d'un virage.

En bordure des voies publiques, l'entretien des arbres et des haies incombe au riverain qui doit veiller à ce que rien ne dépasse de sa clôture sur la rue. Les services municipaux ou intercommunaux, quant à eux, sont chargés de l'entretien des arbres plantés sur la voie publique.

Article 4

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux textes en vigueur.

Article 5

Monsieur le Maire est chargé en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Article 6

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chasse-sur-Rhône
- Monsieur le président de Vienne Condrieu Agglomération
- Police Municipale de Seyssuel

Article 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes délais.

Fait à Seyssuel le 12/12/2023

Le Maire,
Frédéric BELMONTE.

